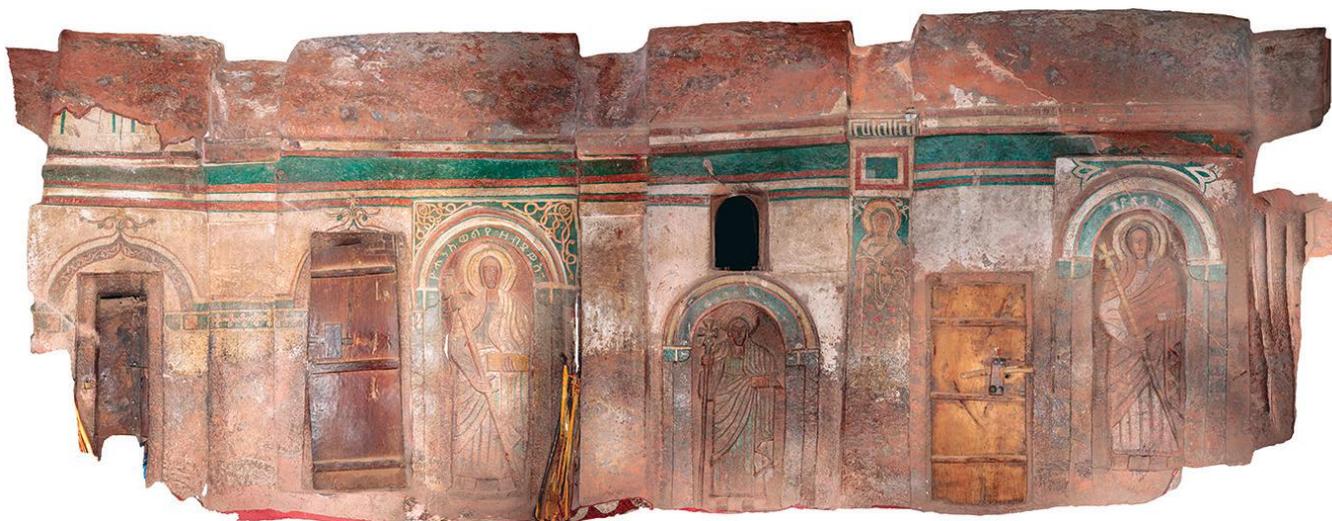


Conservation, restauration et mise en valeur du site de Lalibela (Éthiopie)

Géographe, maître de conférences à l'université Paris Nanterre, Marie Bridonneau dirige le *Centre français d'études éthiopiennes à Addis Abeba* (CFEE, USR3137, CNRS / MEAE). Ses recherches portent principalement sur les questions de patrimoine, les transformations urbaines et les pouvoirs et lieux du politique. Chargée de recherche CNRS, Claire Bosc-Tiessé est conseillère scientifique à l'Institut national d'histoire de l'art (INHA). Spécialiste de l'Éthiopie, elle mène des recherches sur la production artistique dans le royaume chrétien sur une période longue, du XIII^e au XIX^e siècle. Marie-Laure Derat est historienne, directrice de recherche CNRS au laboratoire *Orient et Méditerranée* (UMR8167, CNRS / Sorbonne Université / Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne / EPHE / Collège de France). Elle travaille sur le royaume chrétien d'Éthiopie à l'époque médiévale, entre les X^e et XV^e siècles. Loïc Espinasse est ingénieur de recherche au sein de l'unité *Archéovision - SHS - 3D* (UMS3657, CNRS / Université de Bordeaux / Université Bordeaux Montaigne), chef de projets restitution et valorisation.



Orthoimage des bas-reliefs dans l'église Beta Golgotha à Lalibela © Archeovision

Lalibela est une petite ville d'Éthiopie, nichée dans les montagnes à environ 2 500 mètres d'altitude. La ville porte le nom du roi éponyme, auquel on attribue la fondation d'un ensemble d'églises rupestres au début du XIII^e siècle. Entièrement creusées dans le rocher, parfois totalement isolées de la masse rocheuse, imbriquées à des galeries, salles souterraines et tranchées, les églises de Lalibela forment un complexe monolithique de très grande envergure, s'étendant sur environ de 240 000 m². C'est l'une des spécificités de ce site. Si de nombreuses autres églises rupestres sont répertoriées en Éthiopie, celles de Lalibela constituent un ensemble de douze monuments qui les placent au premier plan du point de vue de la concentration et de la diversité des formes architecturales. Toujours fréquentées par de nombreux fidèles, desservies par un large clergé, les églises de Lalibela et leurs environs immédiats ont été inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco en 1978. Dès lors, le site a été en quelque sorte figé dans un état résultant de campagnes de restaurations réalisées dans les années 1960 et les défis liés à sa conservation découlent en partie de cette histoire.

Le site est sculpté dans une roche volcanique, un basalte scoriacé aux nuances allant du corail au rouge indien, relativement souple, durcissant lorsque le rocher est exposé au soleil, mais se dégradant aussi lorsqu'il est exposé à l'humidité. Pour faire face aux infiltrations d'eau pendant la saison des pluies, aux remontées capillaires le long des parois, et aux accumulations d'eau dans les cours et les tranchées, les églises ont été couvertes d'un toit de tôle ondulée reposant sur des échafaudages en bois, collé aux façades des monuments au point que ceux-ci étaient quasiment

invisibles. Lorsqu'en 2008, l'Union européenne finance quatre nouveaux abris qui les protègent plus largement tout en les rendant plus visibles, le projet est de trouver dans les dix ans des solutions durables pour conserver et restaurer les églises et ainsi les délivrer de ces couvertures. Dans ce contexte, alors que la petite ville de Lalibela voit se multiplier le nombre de touristes venant du monde entier, et à la veille d'une visite d'État dans différents pays européens, l'actuel Premier ministre éthiopien se rend à Lalibela en octobre 2018. Les habitants de la ville demandent le démantèlement des abris et un plan de sauvegarde des églises. Ces revendications servent aussi un discours plus politique, réclamant alors un rééquilibrage des efforts de l'État éthiopien vers l'État régional Amhara, où se trouvent les églises de Lalibela.

C'est cette demande que le premier ministre éthiopien porte en Europe et à laquelle le président français répond favorablement. Or, depuis 2009, une équipe de chercheurs du CNRS, co-dirigée par Claire Bosc-Tiessé et Marie-Laure Derat, mène des enquêtes historiques et archéologiques sur ce site, en lien étroit avec les autorités éthiopiennes en charge de la sauvegarde et de la recherche sur le patrimoine et le Centre français d'études éthiopiennes à Addis Abeba dont la directrice actuelle, Marie Bridonneau, est une spécialiste des dimensions socio-politiques de l'action patrimoniale, en particulier à Lalibela. Financée par la commission consultative des fouilles pour l'étranger (MEAE), mais aussi par un Projet Exploratoire Premier Soutien (PEPS) du CNRS, l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et deux ANR successives dont le projet EthioChrisProcess (dirigé par Marie-Laure Derat), la



Image 3D de l'église Beta Amanuel © Archeovision

mission à Lalibela s'est investie sur de nombreux aspects du site, cherchant à :

- ▶ retracer au travers des archives manuscrites et de l'étude des monuments les évolutions de celui-ci depuis la période estimée de sa fondation, au XIII^e siècle, jusqu'aux restaurations les plus récentes ;
- ▶ interroger les phases de creusement des monuments dont certains n'étaient pas pensés comme des églises à l'origine ;
- ▶ analyser la fonction de nécropole du site et ses implications sur la gestion des morts ;
- ▶ identifier des zones où des données archéologiques ont pu être piégées — les déblais issus du creusement — et les fouiller.

Pour ce faire, une équipe s'est peu à peu constituée, comptant un tailleur de pierre (Antoine Garric¹, alors responsable des chantiers de restauration des temples de Karnak en Égypte), des archéologues (dont François-Xavier Fauvelle et Romain Mensan²), un archéo-anthropologue (Yves Gleize³), un liturgiste, formant des spécialistes là où il n'y en avait aucun (notamment en céramologie)... Des collaborations se sont mises en place avec l'unité Archeovision - SHS - 3D, et notamment avec Loïc Espinasse, Pascal Mora et François Daniel, pour restituer en 3D les différentes phases de creusement du site et ainsi tester les hypothèses. Les relevés des peintures et des sculptures ont également été initiés par Laurence Meslin, de l'[Institut des sciences de l'évolution de Montpellier](#) (ISEM, UMR5554, CNRS / IRD / Université de Montpellier).

Plus de dix années d'expérience sur le site, pour comprendre son histoire, son inscription dans le paysage, ont donc été mises en avant par les autorités françaises, non seulement pour proposer un plan de sauvegarde et de valorisation qui s'appuie sur des connaissances renouvelées, mais aussi pour tenter de monter un véritable projet intégratif qui ne fasse pas qu'exporter et imposer

un savoir-faire, en construisant avec les partenaires éthiopiens, scientifiques, experts en charge du patrimoine, membres du clergé ou habitants de Lalibela un programme fondé sur la recherche fondamentale, la recherche participative et la formation par la recherche, pour restaurer et mettre en valeur le site.

Ce n'est qu'une partie du projet se développant à Lalibela, qui vient s'adjoindre aux travaux et réflexions autour des abris et des propriétés de la roche, mais elle est essentielle parce qu'elle permet de mettre en perspective l'évolution du site, de donner de la profondeur là où l'on laissait à penser que le site classé en 1978 était celui fondé par le roi Lalibela au XIII^e siècle. Les données de la recherche ont été prises en compte pour décider des politiques de sauvegarde à mettre en œuvre. La mise en évidence d'effondrements anciens, de zones entières qui ont fait l'objet de réaménagements considérables, de surcreusements pour lutter contre l'érosion a abouti à la décision de couvrir entièrement les monuments, y compris les cours entourant les églises. La recherche est aussi une voie pour encourager tous ceux qui interviennent sur le site à s'engager dans une conservation préventive adaptée spécifiquement à Lalibela.

C'est dans cette perspective que le projet *Sustainable Lalibela*, financé par l'AFD, porté par le CNRS et mis en œuvre par le CFEE, a été conçu. Il compte plusieurs volets, qui vont de la restauration des monuments, des peintures, à l'archéologie et à la constitution d'un centre de ressources numériques pour mettre à disposition, à Lalibela, toutes les données issues des études engagées. Chacun de ces volets se fonde sur la recherche, menée toujours en partenariat avec des collègues éthiopiens : recherche de mortiers pour la restauration, recherche des différentes couches peintes sur les parois des églises, recherche des niveaux d'occupation du site et des usages antérieurs ou contemporains des églises, recherche des archives, des témoignages attestant de la vie et de

1. Anciennement membre du [Centre franco-égyptien d'étude des Temples de Karnak](#) (CFEETK, USR3172, CNRS / Ministère des Antiquités égyptiennes), Antoine Garric a rejoint à partir de septembre 2020 le CFEE.

2. Membres de l'unité [Travaux et Recherches archéologiques sur les cultures, les espaces et les sociétés](#) (TRACES, UMR5608, CNRS / Université Toulouse Jean Jaurès / Ministère de la Culture).

3. Membre de l'unité [De la Préhistoire à l'Actuel : Culture, Environnement et Anthropologie](#) (PACEA, UMR5199, CNRS / Université de Bordeaux / Ministère de la Culture).

l'évolution du site... La recherche est associée à une formation, qui repose sur des chantiers-écoles pour les aspects pratiques, et sur des enseignements plus théoriques, adaptés au contexte académique et professionnel et délivrés par les chercheurs et chercheuses ou des institutions partenaires telles que l'École des Chartes ou l'Institut national du Patrimoine. Outre la réalisation des restaurations de tous ordres, le projet vise à constituer un vivier de professionnels capables de poursuivre une veille sur le site et de maintenir une conservation préventive des monuments, à tous les niveaux — depuis le très local jusqu'au niveau fédéral —, dans les institutions en charge du patrimoine. Il s'agit également de mettre en valeur le site de Lalibela à travers sa réappropriation par les communautés locales.

Cette mise en valeur passe par plusieurs projets dans lesquels Archéovision joue un grand rôle. Le centre de ressources numériques a pour objectif à la fois de rendre toutes les données 3D, toutes les numérisations d'archives, de manuscrits, d'objets, accessibles au public à Lalibela, et de former là encore des professionnels à la constitution et à la gestion d'une base de données pour gérer images et archives. Qui plus est, toutes les données 3D, acquises par lasergrammétrie et photogrammétrie seront mises à profit pour construire une exposition itinérante (également financée par l'AFD et portée par le CNRS), mêlant technologie (réalité mixte, virtuelle) et médias traditionnels (films, ambiances sonores, maquettes) livrant une expérience du site de Lalibela et une plongée dans son histoire. Enfin, au terme du projet, le site des fouilles dans les déblais, qui a d'ores et déjà livré de nombreuses structures bâties et creusées, sera ouvert à la visite au public. Le travail ne fait donc que commencer !

Aller plus loin :

► [Lalibela, merveille fragile d'Éthiopie](#)

**Lalibela 2021
Qeyit Terara**



Fouilles dans les déblais (Qeyit Terara) du groupe 2 des églises de Lalibela
© Mission historique et archéologique à Lalibela, mars 2021

contact&info
 ► Marie-Laure Derat
 Orient et Méditerranée
marie-laure.derat@cns.fr



Image 3D du groupe sud-est des églises de Lalibela avec localisation de l'église Beta Amanuel (1) et du site archéologique sous les déblais, en cours de fouilles (2) © Archeovision

Naija Archives : conservation et dissémination des archives du Nigéria

Vincent Hiribarren est directeur de l'*Institut français de recherche en Afrique (IFRA Nigéria)*, l'une des composantes de l'unité *Afrique au Sud du Sahara (USR3336, CNRS / MEAE)*. Maître de conférences au King's College de Londres, il y enseigne l'histoire de l'Afrique et l'histoire globale. Ses recherches portent sur le Nigéria et la région du Borno depuis le *xix^e* siècle. Plus généralement, il s'intéresse aux concepts de frontières et d'espace en Afrique.



Section des archives d'Ola Oni, photographie prise par Vincent Hiribarren pendant le premier état des lieux des collections d'Ola Oni, 23 avril 2021, CC-BY-SA. Le but sera ici de s'assurer du classement de ces archives et de créer un inventaire permettant de créer des métadonnées

Il n'y a pas que l'oralité en Afrique

Contrairement à une idée encore trop répandue, l'Afrique n'est pas uniquement un continent de l'oral mais aussi un continent de l'écrit. Face aux montagnes de documents disponibles pour la Chine, l'Inde, le monde arabe ou l'Europe, il est parfois difficile de rivaliser. En ressort souvent une conclusion qui fait de l'Afrique subsaharienne et de certaines parties de l'Amérique précolombienne les parents pauvres de l'Histoire. Selon cette vision du monde, la vraie histoire commencerait avec les documents papiers de la période coloniale européenne. Cette idée est fautive tant il existe une vraie tradition d'écriture sur le continent africain.

La production de l'écrit a sans doute augmenté au *xx^e* siècle, que ce soit pendant la période coloniale mais aussi une fois l'indépendance des pays africains obtenue. Quiconque aura mis les pieds dans un centre d'archives abritant des documents de l'époque coloniale saura que les colonisateurs ont produit énormément de papier. Leurs successeurs ont d'ailleurs continué cette pratique jusqu'à l'avènement de l'ère numérique au début du *xxi^e* siècle. Le résultat est que de très nombreux documents sont disponibles dans les archives publiques aussi bien que privées dans différents pays africains. Il y a de quoi se réjouir. Cela veut dire que les futures générations d'historiens se rendront dans les centres d'archives africains pour écrire une nouvelle histoire du continent.

Évidemment, il est difficile d'être uniquement optimiste. Ces documents ne sont pas toujours classés et/ou accessibles au public. D'autres sont dans un état tel qu'ils ne sont même plus lisibles. On dira pudiquement alors qu'ils ne sont plus consultables... Il est vrai que de nombreux pays indépendants n'ont pas eu les moyens ou n'ont pas manifesté d'intérêt pour la préservation de leurs archives. Les crises économiques successives, une mauvaise gestion et des plans d'ajustement structureux ont largement affaibli, si ce n'est détruit, tout ce qui ressemblait à des services publics en Afrique. Les archives n'étant une priorité pour personne, on comprendra pourquoi certains documents sont aujourd'hui en très mauvais état.

Pourquoi Naija Archives ?

L'objectif du [programme Naija Archives](#) de l'IFRA-Nigéria est d'améliorer l'accessibilité des archives nigérianes en se basant sur l'expérience des chercheurs, chercheuses et des archivistes au Nigéria. Comme dans beaucoup de pays africains, il est possible de travailler avec les archives publiques. Ainsi, les trois branches des [Archives nationales du Nigéria](#) abritent les archives précoloniales, coloniales et postcoloniales du Nigéria. Si ces archives ont été largement utilisées par les chercheurs, leur contenu exact mériterait d'être exploré de manière plus systématique. Qui plus est, nous voulons aussi collaborer avec des centres d'archives privés pour éclairer les dynamiques sociales,

culturelles, de genre... du pays. Il existe ainsi un grand nombre de bibliothèques et d'archives privées nigérianes ouvertes au public et gérées par des intellectuels, des universitaires ou des militants. Leur utilisation reste cependant limitée car ces lieux sont peu connus au-delà de leur environnement immédiat.

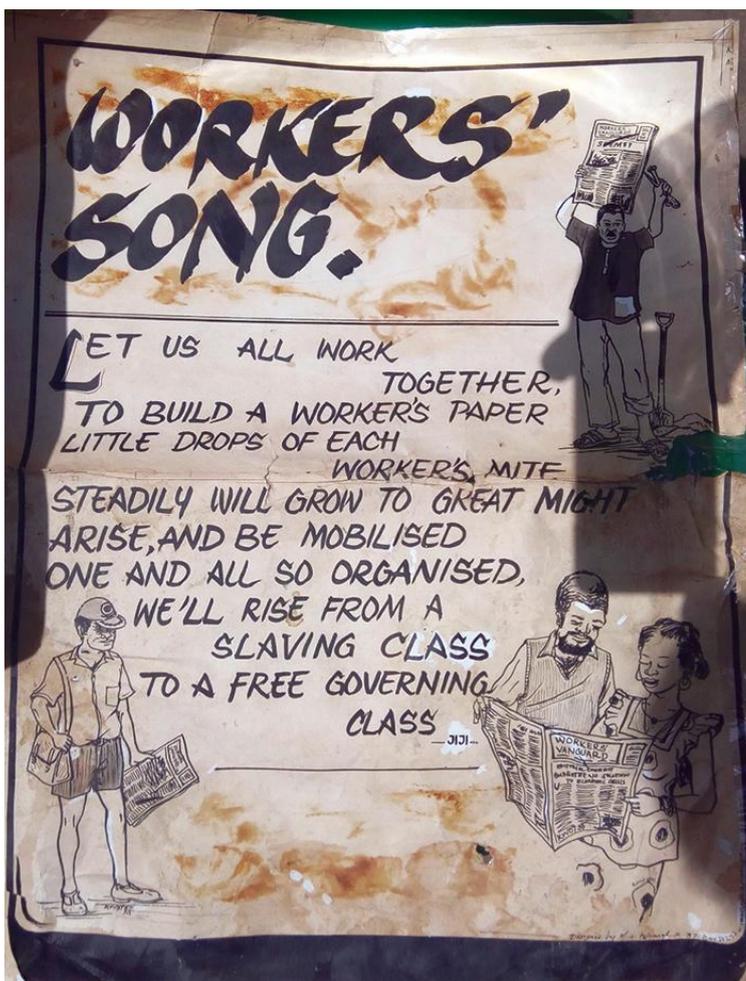
Quel est le fonctionnement de Naija Archives ?

Naija Archives est tout d'abord un travail d'équipe. Je suis loin d'être seul. Cyrielle Maingraud-Martinaud, chercheuse et directrice adjointe de l'IFRA-Nigéria, et Sara Panata, postdoctorante à l'IFRA-Nigéria, sont aussi derrière Naija Archives, tout comme l'ancienne directrice de l'Institut, Élodie Aparé, l'avait été au moment de la planification de ce projet. Notre archiviste Olushola Patrick Babalola est essentiel pour nous guider dans le classement des archives. Enfin, Martin Mbella coordonne l'aspect logistique et budgétaire de nos projets.

Ainsi, nous voulons réaliser une première cartographie des fonds pour comprendre où se trouvent ces centres d'archives publics et privés. Aussi dérisoire semble-t-elle, cette première information est nécessaire pour qui veut se rendre au Nigéria, et pour les Nigériens eux-mêmes. C'est pourquoi nous avons créé un réseau de chercheurs afin de répertorier et de décrire les centres d'archives au Nigéria. Notre objectif est de collecter le contenu de cette liste afin d'obtenir une carte plus précise des dépôts d'archives au Nigéria.

Une deuxième étape de Naija Archives consiste à numériser de potentielles listes ou inventaires de documents. Encore une fois, le but de cette démarche est de donner aux utilisateurs une idée des recherches qu'il sera possible de mener au Nigéria. Ainsi, dans une démarche de préparation de projets de recherche mais aussi de demandes financières, il sera bien plus facile de planifier et de convaincre un organisme de financement grâce à une cartographie des centres de recherche et à une mise à disposition en ligne des listes de documents accessibles au public. L'opération a aussi un effet publicitaire pour les centres d'archives nigériens qui sont ainsi susceptibles de recevoir une plus grande fréquentation. Il en va ainsi pour les archives de Kaduna dans le nord du Nigéria où je travaille depuis des années.

Une dimension fondamentale de Naija Archives est la numérisation des fonds à proprement parler. Ayant déjà réalisé de tels projets pour le *Endangered Archives Programme* de la *British Library* à Madagascar et au Bénin, j'ai voulu utiliser mes connaissances techniques de programmes de numérisation en Afrique pour continuer ces projets au Nigéria. Je fais aussi partie du conseil scientifique du *Modern Endangered Archives Programme* (UCLA) et j'ai bien conscience que ces programmes de numérisation posent des questions de faisabilité technique, budgétaire et de copyright. Les programmes de numérisation, comme ceux entrepris par Naija Archives, se retrouvent donc à la croisée d'interrogations mêlant recherche, connaissances techniques et éthique.



Poster avec les paroles d'un chant militant présent dans les collections d'Ola Oni, Vincent Hiribarren, 23 avril 2021, CC-BY-SA. Outre la mauvaise qualité de la photographie, il sera nécessaire d'obtenir plus d'informations sur ce document pour être en mesure de pouvoir créer des métadonnées

Un exemple de numérisation : les archives d'Ola Oni

Naija Archives vient de commencer le travail de numérisation des archives d'Ola Oni, un militant marxiste nigérian (1933-1999). L'intérêt scientifique de préserver ces archives est majeur tant l'histoire de la gauche nigérianne est méconnue. Dans un contexte où les dictatures militaires ont dominé le pays pendant de nombreuses années (1966-1979 ; 1983-1998), des militants marxistes comme Ola Oni ont joué un rôle déterminant non seulement dans la lutte contre le pouvoir en place mais aussi dans des combats panafricains comme celui contre l'apartheid. Ola Oni était donc au carrefour de plusieurs combats au Nigéria comme en Afrique. Organisateur-né, il avait pris l'habitude de classer ses documents ce qui a tout un intérêt pour un projet de numérisation.

Ce travail de numérisation s'effectue en plusieurs étapes. Nous avons ainsi rencontré Olatunde « Dapo » Oni, le fils d'Ola Oni, grâce à Şolá Olórúnṣòmí professeur à l'*Institute of African Studies* de l'Université d'Ibadan. Nous lui avons demandé formellement son accord pour numériser les archives de son père. L'IFRA Nigéria a de plus travaillé avec Victoria Onyeagbako, une juriste du copyright, pour faire en sorte que Naija Archives respecte le droit nigérian. Notre but n'est pas de nous emparer de l'histoire du Nigéria unilatéralement mais bien de la partager avec l'accord des personnes ou groupes concernés.

Le travail qui suit est celui de la vérification du classement de ces archives, classement sans lequel il sera impossible de numériser et de créer les métadonnées tant nécessaires à la mise en ligne de ces documents. Intervient ensuite la numérisation des documents, une étape qui prendra plusieurs mois. D'expérience, ce travail de numérisation est aussi un

travail de préservation tant certaines archives peuvent être en mauvais état. Il faudra sans doute en reconditionner certaines. La phase suivante consiste à vérifier que les fichiers qui seront mis en ligne ne contiennent pas d'informations (noms ou adresses) pouvant mettre en danger des personnes toujours vivantes. Ce travail sera effectué par Dapo Oni.

La mise en ligne de ces archives est une étape qui soulève elle aussi des questions d'ordre technique et éthique. Sur quel serveur mettre ces documents ? Si ces derniers se retrouvent uniquement sur un serveur en Europe, le Nigéria perdrait une forme de souveraineté sur ses données. Pourtant, les serveurs nigériens sont notoirement instables ou chers à cause des prix très élevés de l'électricité (souvent obtenue grâce à des groupes électrogènes). Si cette solution n'est pas envisageable, nous utiliserons des serveurs en Europe. Se pose ensuite la question de la plateforme permettant de mettre en ligne ces documents. J'avais utilisé Omeka pour un autre projet ([Cartes postales de l'Afrique Occidentale Française](#)) mais je vais cette fois-ci certainement utiliser une plateforme comme [Nakala](#) pour faire en sorte que ces documents soient le plus accessibles possible. Les données seront toujours disponibles sur des disques durs chez Dapo Oni et à l'IFRA-Nigéria mais le but est aussi de penser à leur préservation au-delà du temps du projet Naija Archives. Contrairement au papier, un disque dur n'a que dix ans d'espérance de vie. L'archivage de ces fichiers et le moissonnage des métadonnées sont par conséquent essentiels.

Enfin, nous sommes bien conscients que les archives publiques et privées que nous numérisons ne représentent qu'un point de vue, celui de leurs créateurs, de leurs créatrices et, sans doute aucun, celui de leurs archivistes successifs. Nous voulons donc initier des projets de recherche liés à leur mise en ligne. Le travail de Naija Archives ne s'achève donc pas avec la mise en ligne. L'IFRA-Nigéria encouragera activement la mise en valeur scientifique et la curation du contenu de ces archives.

En savoir plus sur :

- ▶ [Professeur Felicia Adetowun Ogunshye](#), militante pour les droits des femmes et première femme professeur au Nigéria.
- ▶ [Professeur Jacob Festus Adeniyi Ajayi](#), universitaire et historien de l'Afrique de l'Ouest.

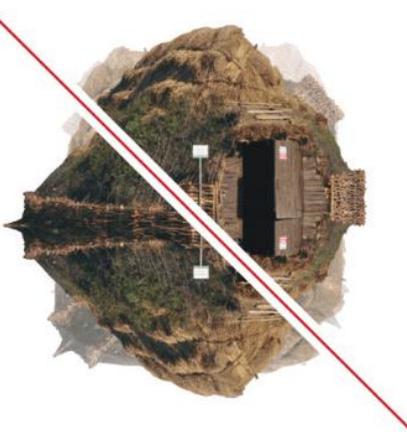


Poster du Social Democratic Party en 1993. Voir en particulier Mrs Comrade Kehinde Ola Oni et Comrade Ola Oni dans la liste des candidats. Photographie de Vincent Hiribarren, 23 avril 2021, CC-BY-SA.

contact&info
 ▶ Vincent Hiribarren
 IFRA Nigéria
director@ifra-nigeria.org

TAŞLAR
YERİNDEN
OYNUYOR

Avrupa'nın
Neolitik
Köprüsü:
Anadolu



Europe's
Neolithic
Bridge:
Anatolia

MOVING
STONES

L'invention de la vie sédentaire racontée par l'archéologie

À propos du film documentaire « Moving Stones »

Qu'est-ce que cela signifie d'être sédentaire ? Pour qu'un individu puisse se mettre en perspective, il lui faut se positionner dans le temps. À l'heure où l'on s'intéresse de plus près à l'éventail des possibles de nos modes de vie, l'archéologie propose des éléments de réponse, des exemples de succès et d'échecs. Le film documentaire « Moving Stones » revient sur les origines du mode de vie sédentaire en Europe, à la fin de la Préhistoire, en faisant la synthèse des derniers résultats de la recherche scientifique internationale.

Rappelons que la vie sédentaire est une invention récente, vieille de quelque 12 000 ans, environ 150 000 ans après l'apparition de l'humain anatomiquement moderne, l'Homo sapiens. À défaut d'une vénérable antiquité, ceci correspond à un changement profond des comportements humains face à la nature, au passage d'une vie humaine nomadique, fondée sur la chasse et la cueillette, à un mode de vie fondé sur l'agriculture et l'élevage. Ce processus, appelé néolithisation, est loin d'être linéaire et les différents choix de réadaptation de ce mode de vie par les sociétés humaines sont innombrables tout comme leur temporalité. Par exemple, au Proche-Orient, les premiers villages témoins d'un habitat sédentaire remontent au ^xe millénaire avant J.-C., mais ni l'agriculture ni la domestication animale ne sont pratiquées. Le processus de domestication des plantes et des animaux devient visible dans les vestiges archéologiques uniquement lors des deux millénaires suivants et l'importance de la chasse et de la cueillette par rapport à l'élevage et à l'agriculture varie d'une communauté à l'autre. Rappelons au passage que la vie nomade ne sera jamais abandonnée partiellement ou totalement par toutes les communautés, comme le prouve à l'heure actuelle les pratiques de transhumance.

En Europe, l'adoption de ces innovations proche-orientales se fera avec 4 000 ans de décalage. Le « mode de vie sédentaire » ne s'y propage qu'à partir du VII^e millénaire av. J.-C. Situé en position de carrefour, entre le Proche-Orient et l'Europe, l'espace géographique de la Turquie a joué un rôle déterminant dans le transfert de ces connaissances entre, d'une part, le Proche-Orient et, d'autre part, le Sud-est de l'Europe et le bassin méditerranéen. Partant des travaux archéologiques de terrain et des découvertes récentes qui ont montré à quel point le patrimoine préhistorique de la Turquie est particulièrement riche et, encore aujourd'hui, extrêmement bien conservé, l'[Institut français d'études anatoliennes](#) à Istanbul (IFEA, USR3131, CNRS / MEAE) a réalisé un film documentaire « Moving Stones ». En mettant à disposition ce patrimoine parfois inaccessible ou menacé de disparition, cette production apporte un regard profond sur le présent.

Les archéologues réalisent de plus en plus que leur objet d'étude — le passé — même fragmentaire et fragile, est une matière vivante qui interroge nos sociétés actuelles. Les condamnations des récentes destructions « spectaculaires » et leurs retentissements médiatiques révèlent la prise de conscience que la culture matérielle du passé est une expression des capacités mentales de l'être humain. La sauvegarde et la documentation de ce patrimoine culturel sont donc impératives, tout comme sa large diffusion. Le film documentaire « Moving Stones » propose non seulement la visite de près de quarante sites archéologiques en Turquie, une représentation du vaste panel de découvertes, mais également des résultats inédits obtenus « en direct » lors du tournage. Une cinquantaine d'archéologues expliquent ce patrimoine, les sites archéologiques, les musées et leurs collections. Le film offre ainsi un aperçu nuancé de tout un pan de l'histoire humaine.

Outre le documentaire, de courtes vidéos sont accessibles sur le site internet du projet.

contact&info

► Néhémie Strupler
IFEA

nehemie.strupler@posteo.net

► Pour en savoir plus
<https://neolithic-bridge.org/fr/>

Explosion du port de Beyrouth : une UMIFRE au cœur de la réponse internationale

Directeur de recherche CNRS, archéologue des royaumes antiques de la péninsule arabe, Michel Mouton dirige l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo, USR3135, CNRS / MEAE).



Immeubles d'habitation traditionnels aux toitures soufflées par l'explosion du port de Beyrouth le 4 août 2020 © Maroon Hoshaimeh

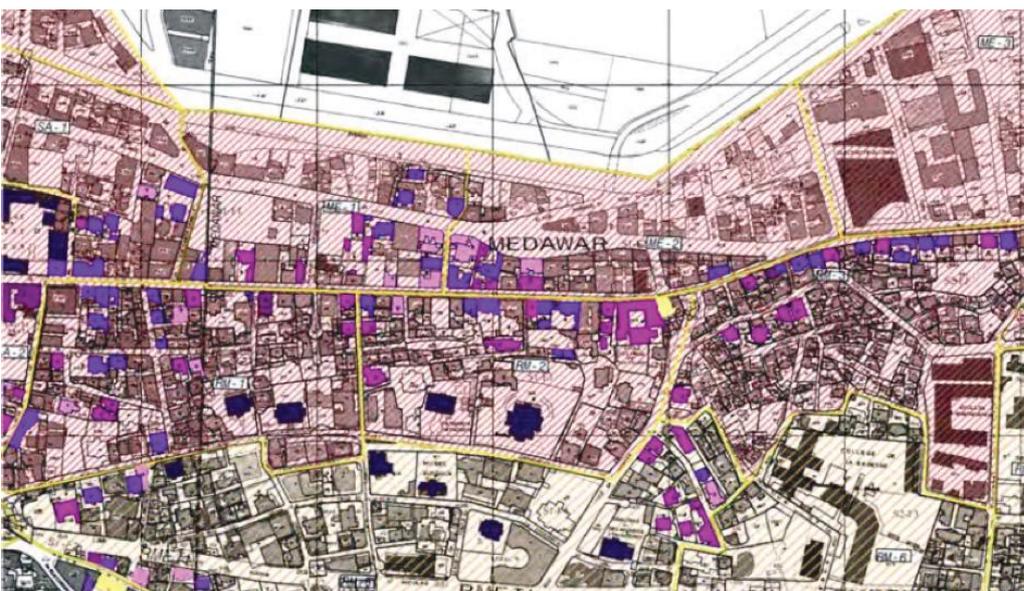
Le Liban, déjà meurtri par la crise politique et financière, et fortement touché par la pandémie de coronavirus, a vu sa situation s'aggraver avec l'explosion d'un dépôt de phosphate d'ammonium entreposé dans le port de Beyrouth, le 4 août 2020. Le souffle de cette explosion a été dévastateur sur une grande partie de la ville. Les victimes et les dommages ont été considérables. Bien évidemment, les secteurs les plus touchés sont ceux qui entourent le port, au centre de la ville, donc les quartiers les plus anciens, qui conservent un bâti des périodes ottomane et du Mandat français.

La Direction générale des Antiquités (DGA) du Liban a réagi très vite pour établir un état des lieux par des architectes et ingénieurs du patrimoine qui se sont mis de manière spontanée et bénévole à ses côtés. Regroupés dans un collectif appelé *Beirut Built Heritage Rescue* (BBHR), près de quatre-vingt professionnels ont parcouru les quartiers dévastés, permettant dès le 10 août à la DGA de diffuser un rapport de 53 pages présentant, dans le programme *Beirut Assist Cultural Heritage* (BACH), les interventions nécessaires et leur coût estimatif.

Comme toute catastrophe, celle-ci a suscité l'intervention rapide d'un grand nombre d'associations et de collectifs locaux (et, plus lente, des organisations internationales) qui ont drainé des soutiens financiers. Il serait vain de tenter de les mentionner

tous, mais il faut souligner le rôle dans cette phase d'urgence, aux marges des services d'un État défaillant, de la Fondation Nationale pour le Patrimoine créée pour accompagner le Musée National, de l'Association pour la Protection des Sites et Anciennes Demeures (APSAD), et l'intervention très rapide et très efficace de l'Alliance pour la Protection du Patrimoine dans les Zones de Conflit (ALIPH), ainsi que d'associations telles que *Monumenta Orientalia*, *BlueShield*, *Biladi*, et bien d'autres dont certaines se sont regroupées dans un collectif appelé *Beirut Heritage Initiative* (BHI). Les associations d'architectes et d'urbanistes, avec les écoles d'architecture du pays, ont dès octobre 2020 rédigé et diffusé collectivement la « Déclaration de Beyrouth » déclinant les problématiques et les objectifs pour un plan de réhabilitation et de revitalisation des quartiers dévastés. L'Institut français du Proche-Orient s'est associé à cet effort de la première heure.

Dans les jours qui ont suivi l'explosion, Monsieur Sarkis El-Khoury, directeur de la DGA, a sollicité de l'Ifpo un accompagnement financier et un soutien logistique. Cette demande nous est apparue légitime de la part d'un partenaire très proche de l'Ifpo. Les deux institutions partagent d'ailleurs une origine commune dans la direction des antiquités fondée par les autorités mandataires françaises. Cette demande était motivée aussi par le blocage de l'aide internationale à destination des services de l'État libanais. Désireux d'accompagner notre partenaire et



En couleur, les différents niveaux de destruction des bâtiments d'époque ottomane et mandataire dans les quartiers qui bordent le port de Beyrouth. Rapport du projet BACH présenté par la Direction Générale des Antiquités du Liban le 10 août 2020

d'aider à la reconstruction des quartiers dévastés, l'Ifpo a obtenu du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères l'autorisation de recevoir et d'opérer des financements sur cette action qui sort quelque peu du cadre de sa mission de recherche en sciences humaines et sociales. L'objectif était d'accompagner les institutions libanaises légitimes, liées à l'État, ayant une réelle volonté d'intervenir, mais qui ne disposaient pas de ressources pour financer les actions de terrain. Parallèlement, cette action permettait de mener une réflexion sur l'urbain, sur les dimensions sociales de la catastrophe telles que le logement, ainsi que sur le bâti traditionnel et la formation à sa restauration.

Grâce à des financements de la fondation ALIPH, en partenariat avec la DGA, l'Ifpo a ainsi été l'un des premiers opérateurs à intervenir sur le terrain pour les travaux d'urgence sur les immeubles d'habitation d'époque mandataire et ottomane, en lien avec des architectes du collectif BBHR (dont trois d'entre eux ont été rémunérés pendant plusieurs mois par le *Deutsches Archaeologisches Institut*).

L'urgence était la mise hors d'eau et la stabilisation des immeubles avant l'arrivée des pluies de l'hiver. La priorité a été donnée aux maisons occupées par les plus démunis, dont les propriétaires ne pouvaient ou ne voulaient pas effectuer les travaux de couverture. Il faut savoir que beaucoup de bâtiments traditionnels étaient déjà partiellement abandonnés, soit que les héritiers trop nombreux ne s'accordent pas sur leur devenir, soit que les propriétaires d'origine ou les promoteurs qui en ont fait l'acquisition attendent leur ruine pour mener de très juteuses opérations immobilières. Ce sont souvent de très belles demeures, décorées parfois de peintures intérieures, d'huissieries travaillées, ou encore des

immeubles d'appartements sur deux ou trois étages, à escaliers indépendants. À chaque niveau, une triple baie vitrée éclaire un espace central entouré de pièces, qui s'ouvrent sur des balcons ou des terrasses. Une toiture à quatre pans, de tuiles de Marseille, apporte une originalité à cette architecture levantine. L'Ifpo, sous la maîtrise de Maroon Hosheimeh, architecte du collectif BBHR désigné par la DGA pour accompagner les opérations menées par l'Ifpo, a mis hors d'eau onze de ces immeubles entre octobre 2020 et le début de l'année 2021, soit en refaisant d'emblée la toiture, soit en installant des couvertures provisoires, tout en consolidant les éléments de structures qui menaçaient de céder (plafonds, murs, escaliers). Très souvent des associations ou collectifs ont travaillé simultanément sur les mêmes bâtiments, pour refaire les huissieries, consolider ou même reconstruire des éléments.

Lors de la visite du président Emmanuel Macron le 1^{er} septembre 2020, promesse a été faite d'accompagner l'archevêché grec-orthodoxe dans la restauration de la cathédrale Saint-Georges au centre-ville. Avec un financement ALIPH, l'Ifpo — en partenariat, pour la gestion comptable avec l'École supérieure des Affaires (ESA) —, y a effectué, sous la maîtrise de Yasmine Makaroon, la restauration de toutes les baies soufflées par l'explosion, de l'iconostase et de divers éléments intérieurs. La chapelle Nourieh adjacente a également été réparée, et la restauration des fresques du cœur est actuellement en cours.



Réfection en urgence de la toiture d'un immeuble traditionnel en novembre 2020. Projet mené par la Direction Générale des Antiquités du Liban, l'Ifpo, la fondation ALIPH © Maroon Hoshaimieh

La gare de Beyrouth Mar Mikhael, construite sous le Mandat et qui abrite encore aujourd'hui l'administration ferroviaire... alors qu'aucun train ne circule plus au Liban depuis la fin des années 1970, était aussi très endommagée. L'Ifpo en a entièrement refait la toiture et réparé les huisseries. Cet intéressant bâtiment a fait récemment l'objet d'un bel article dans un magazine français (*Historail*, N°56, 2021).

Enfin, BeitBeirut, bâtiment mémoriel construit par la famille Barakat sur la rue de Damas, qui fut la ligne de démarcation durant toute la guerre civile, est actuellement en cours de restauration par l'Ifpo, en partenariat avec le Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS) qui opère avec un financement de la Ville de Paris (qui avait déjà participé à sa restauration). Ce lieu accueille depuis 2017 les activités publiques de l'Ifpo. Il était normal que l'Ifpo intervienne pour sa remise en état lorsque le gouverneur de Beyrouth a demandé l'aide à la fois à la DGA et à Valéry Freland, directeur exécutif de la fondation ALIPH, lors de sa visite à Beyrouth en septembre 2020.

Parallèlement à ce volet restauration, dès la fin de l'été, un webinaire a été mis en place par l'Ifpo réunissant toutes les deux semaines intellectuels, responsables d'ONG et d'associations, chercheurs, chercheuses et intervenants sur les chantiers de la reconstruction pour débattre sur l'histoire du port, les enjeux juridiques de la protection du patrimoine, la gouvernance et ses enjeux, la protection des quartiers, l'urbanisme de Beyrouth.

Une rencontre a été organisée en présentiel au mois de décembre 2020 à Beyrouth à l'initiative de l'Ifpo, en partenariat avec l'*UrbanLab* de l'Université américaine de Beyrouth (AUB), avec le soutien de l'École supérieure des Affaires (ESA) de Beyrouth : elle a réuni principalement des urbanistes, sur l'urbanisme prospectif et les questions de logement dans les quartiers touchés par l'explosion. La restitution de ces échanges a souligné l'absence de coordination des instances libanaises et la nécessité d'un plan d'urbanisme à moyen terme qui accompagne les travaux de restauration, afin de penser les quartiers dans la ville.

Le 17 mars 2021, une rencontre élargie, *Urban Thinkers Campus*, a été organisée en visioconférence par l'ICOMOS, l'Ifpo, l'AUB et le *Metropolitan and territorial Planning Agencies global network* (MTPA) : elle a réuni les principaux acteurs de la reconstruction

post-explosion, dont Monsieur le gouverneur de Beyrouth, la Banque Mondiale, UN Habitat, ou encore le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). L'un des objectifs majeurs des chercheurs et chercheuses a été de convaincre les promoteurs de la reconstruction de créer des mécanismes qui prennent en compte les habitants et permettent de préserver le niveau des loyers anciens, condition de la diversité sociale ; il est en effet urgent de ne pas refaire les erreurs qui ont découlé de la spéculation immobilière dans le centre-ville de Beyrouth au lendemain de la guerre civile.

L'Ifpo a aussi soutenu plusieurs évaluations de terrain menées en lien avec un collectif de chercheurs et de militants libanais autour de l'économiste Nizar Hariri de l'Université Saint-Joseph. Les résultats sont [mis en ligne progressivement](#).

La situation de crise au Liban a convaincu l'ANR, en lien avec le CNRS-Libanais et l'Agence française de Développement (AFD), de lancer un appel à projet spécifique « Action-Liban », auquel l'Ifpo soumet deux projets. L'un analyse les précarités sociales, sur la base des réflexions mûries au cours des deux rencontres organisées, mais sur un périmètre plus large qui prend en compte l'ensemble du Liban. L'autre cible plus précisément le patrimoine, en programmant un soutien à la DGA dans la construction de son inventaire numérique du patrimoine bâti ottoman et mandataire, et une réflexion sur l'amélioration des lois patrimoniales en vigueur.

L'Ifpo a ainsi été l'un des principaux acteurs, et des plus réactifs, dans la réponse à la crise patrimoniale provoquée par l'explosion du 4 août 2021. Le partenariat DGA / Ifpo / ALIPH s'est mis en place de manière très efficace, avec des résultats concrets sur le terrain, apportant une ouverture sur des champs de recherche qui sont bien exploités par les chercheurs et chercheuses en lien avec des institutions libanaises. Une phase de restauration devrait pouvoir être engagée désormais, si elle s'accompagne de formations au patrimoine au travers de chantiers-écoles en collaboration avec l'Institut National du Patrimoine (INP) et l'École de Chaillot.

contact&info

► Michel Mouton,
Ifpo

m.mouton@ifporient.org

Alexandrie et son terroir : la Maréotide antique en danger

Directrice de recherche CNRS, Marie-Dominique Nenna est archéologue et directrice du *Centre d'Études Alexandrines* (CEAlex, USR3134, CNRS / Institut français d'archéologie orientale). Spécialiste du verre antique et de l'Égypte gréco-romaine, en particulier de ses pratiques funéraires, elle a été lauréate, en 2018, de la médaille d'argent du CNRS. Responsable du laboratoire de caractérisation des matériaux au CEAlex, Valérie Pichot est archéologue et archéométallurgiste. Elle dirige actuellement la fouille du site d'Akadémia ainsi que l'élaboration de la carte archéologique de la Maréotide.

Campagne proche d'Alexandrie, la Maréotide a participé directement à la vie et à l'approvisionnement de la mégapole antique *via* le lac Mariout, ancien *Mareotis*. Cette région, complexe tant du point de vue géologique et hydrologique que sur le plan historique, a toujours constitué dans l'histoire de l'Égypte une zone frontière dont les limites sont parfois difficiles à cerner. Elle connaît aujourd'hui une phase accrue d'urbanisation et d'industrialisation qui fait disparaître ou menace les sites archéologiques. C'est pourquoi le projet de carte archéologique mené par le Centre d'Études Alexandrines depuis 2013 se place dans un contexte d'urgence et a pour but de récolter toutes les informations sur la Maréotide ancienne et de les mettre à la disposition de l'ensemble de la communauté scientifique, en premier lieu du ministère du Tourisme et des Antiquités de l'Égypte (MoTA), sous la forme d'un Système d'information géographique (SIG).

Alexandre choisit de fonder Alexandrie sur une étroite bande rocheuse à la limite occidentale du delta du Nil, bordée au nord par la Méditerranée et au sud par le lac Mariout (Figure 1). Grâce à la construction de l'Heptastade, une chaussée digue de 1 300 mètres, entre le continent et l'île de Pharos, le conquérant crée deux grands ports maritimes qui abritent aussi bien la flotte militaire des Ptolémées, ses héritiers, que les navires de commerce circulant en Méditerranée. Grâce au port lacustre, la ville reçoit aussi tous les produits non seulement de l'arrière-pays proche, la Maréotide, mais aussi de l'ensemble de l'Égypte et d'au-delà, au point qu'aux dires de Strabon qui visite Alexandrie à la fin du 1^{er} siècle av. J.-C., le port lacustre était plus riche que le port maritime.

La Maréotide se compose de deux parties de nature très différente : la partie orientale, la Maréotide des canaux, s'est développée dans une zone sous influence deltaïque, tandis que la partie occidentale, la Maréotide des puits, couvre une zone désertique. De la partie orientale du lac, il ne reste aujourd'hui plus de traces, l'ensemble de la zone ayant été asséché ou remblayé pour développer l'agriculture dès la fin du XIX^e siècle, les sites archéologiques, qu'ils se situent sur les anciennes îles du lac ou sur ses rives, ont été progressivement détruits par la mise en culture. Les rives du bras occidental du lac sur plus d'une soixantaine de kilomètres vers l'ouest, restées longtemps désertiques, font l'objet depuis le milieu des années 1970 d'un développement urbain et industriel intense. Au nord du lac, la ville d'Alexandrie s'est étendue sur plus de trente kilomètres en partant du centre-ville ; puis, prennent place des résidences secondaires, sous la forme de villages de vacances, en bord de mer et, depuis le début des années 2000, sur les rives du lac. Peu d'indices d'occupation antique ont été relevés lors de ces phases de construction le long de la côte méditerranéenne. Seuls demeurent aujourd'hui les isolats que constituent les deux villes proches de Plinthine et de Taposiris Magna et les rares vestiges de monastères qui rythmaient la route depuis Alexandrie jusqu'au sanctuaire de Saint Ménas, à l'eau miraculeuse, à cinquante kilomètres au sud-ouest de la ville. Les îles du lac et la région au sud, rythmée par des dunes fossiles (*rides*) et des dépressions, présentaient jusqu'au début des années 1970, un aspect désertique, laissant voir par endroits des zones de concentration de pierres taillées et de murs affleurant, ailleurs des grandes buttes (*kôms*) ou des talus surélevés (*karms*) ou encore des dispositifs hydrauliques et des cavités correspondant souvent à des carrières.



Figure 1 : Image satellite d'Alexandrie et sa région et des contours actuels du lac Mariout © Image satellite Landsat (2011) © I. Awad, Archives CEAlex

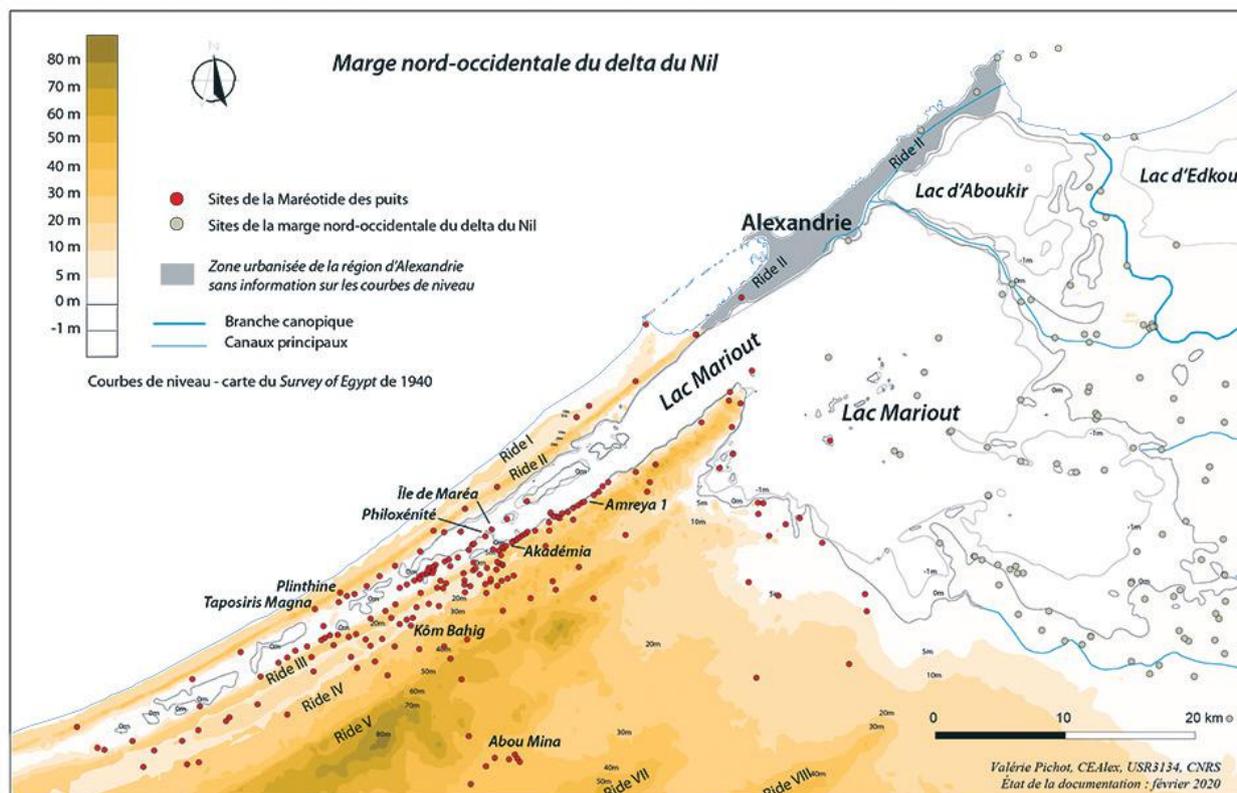


Figure 2 : Recensement des sites archéologiques de la marge occidentale du delta du Nil © V. Pichot, Archives CEAlex

Le paysage était aussi marqué par près de deux cents santons (tombe d'un cheikh ou d'un chef de clan), dont près de la moitié est construite sur des kôms ou sur des karms car, afin d'honorer la mémoire du défunt, son tombeau devait être construit sur un endroit visible, facilement repérable.

Le géoréférencement, la vectorisation et la superposition des cartes anciennes depuis celle de la *Description de l'Égypte* datée de 1801 jusqu'aux images satellitaires de 1968 à aujourd'hui, en passant par la carte de Mahmoud bey el-Falaki de 1866 et les séries de cartes du *Survey of Egypt* des années 1914, 1920-1930, 1940, ont conduit au recensement de l'ensemble des structures antiques et à un état des lieux très précis sur leur état de conservation actuel, sites disparus ou en cours de disparition, sites accessibles à la prospection. Combinée à une exploitation des récits de voyageurs et des études archéologiques antérieures, la prospection archéologique et paléoenvironnementale, guidée par l'étude cartographique, a permis de reconnaître la nature anthropique des anomalies dans le paysage, de les dater et de les caractériser grâce à l'étude des vestiges de surface et du mobilier archéologique principalement céramique. À ce jour, 188 sites ont été documentés et permettent de restituer la mise en œuvre de l'exploitation agricole de cette région nourricière d'Alexandrie sur plus de quinze siècles entre la fin du IV^e siècle av. J.-C. jusqu'au X^e siècle apr. J.-C., moment où les agriculteurs abandonnent cette zone et laissent la place à des populations nomades (Figure 2). Ce patrimoine unique est soumis depuis cinquante ans à trois vecteurs de destruction, liés à la croissance de la ville d'Alexandrie, métropole à la population officiellement estimée en 2018 à 5,2 millions d'habitants : expansion industrielle, agricole et urbaine.

L'expansion industrielle est marquée à proximité d'Alexandrie par la mise en place de *duty free zones* accueillant les containers des bateaux abordant dans le premier port d'Égypte et de raffineries de pétrole et, à une quarantaine de kilomètres d'Alexandrie à l'ouest, par le développement depuis les années 1970 de la ville industrielle de Borg el Arab el Gedida.

L'expansion agricole s'est faite par la mise en place de nouveaux canaux d'irrigation à partir des années 1980, et de nouveau au début des années 2000, pour exploiter de nouvelles terres plus au sud et amener l'eau vers de futures implantations humaines vers l'ouest. Cette irrigation a fait progressivement monter le niveau de la nappe phréatique. Ainsi, le monastère de Saint Ménas, hier patrimoine mondial de l'Unesco, a été requalifié depuis 2001 patrimoine en danger, en raison de l'effondrement des vestiges antiques.

L'expansion urbaine est, quant à elle, de trois types : habitats proches des zones industrielles, le long des axes routiers, résidences secondaires sous la forme de *compounds* (villages de vacances) en bordure de lac, mais se développant aujourd'hui plus vers le sud, et à l'horizon 2032, une ville nouvelle à proximité de l'aéroport.

La conjugaison de ces facteurs a fait que du chapelet d'une trentaine d'implantations humaines et d'ateliers d'amphores liés à des villas agricoles datés des I^{er}-II^e siècles apr. J.-C., qui marquaient la rive sud du lac Mariout à la fin des années 1970 par d'immenses buttes, il ne reste aujourd'hui que peu d'exemples. Le « Kôm de la carrière » — occupé depuis au moins le II^e siècle av. J.-C. jusqu'au VII^e siècle apr. J.-C. qui devait correspondre à un village installé sur un promontoire rocheux, doté d'un port de transbordement (Figure 3) — a été ainsi utilisé pour implanter des pylônes électriques, puis percé pour la mise en place d'un pipeline, et aplani et raboté sur son pourtour pour être transformé en verger. La fouille de l'atelier amphorique de la villa agricole du site d'Akademia a révélé d'immenses fours aux dimensions inconnues dans les autres parties du monde antique, sans doute dues à la nature même du combustible, seul disponible : le roseau (Figure 4). Elle a offert la possibilité de restituer la chaîne opératoire de la fabrication des amphores, destinées à contenir le vin de Maréotide réputé jusque sur les tables de la Rome antique.

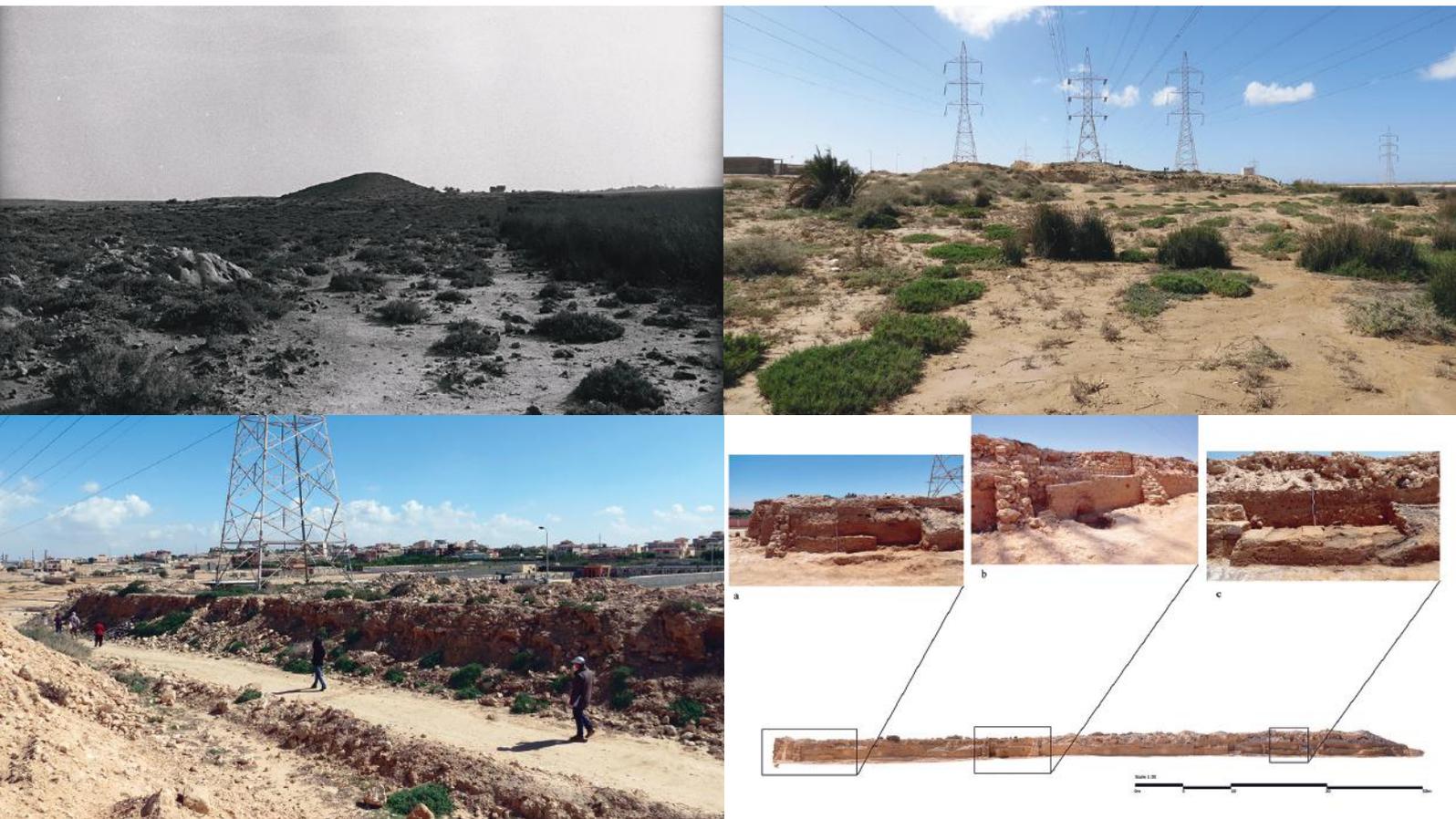


Figure 3 : « Kôm de la carrière ».
 En haut à gauche : Depuis l'est en 1982. En haut à droite : Depuis l'est en 2013.
 En bas à gauche : Eventrement du kôm pour la mise en place du pipeline.
 En bas à droite : Photogrammétrie des vestiges visibles dans la coupe stratigraphique créée le long de la voie du pipeline, opération menée en 2015 par le CEALex
 © J.-Y. Empereur, M.-D. Nenna, V. Pichot, Mohamed Abdelaziz, Archives CEALex

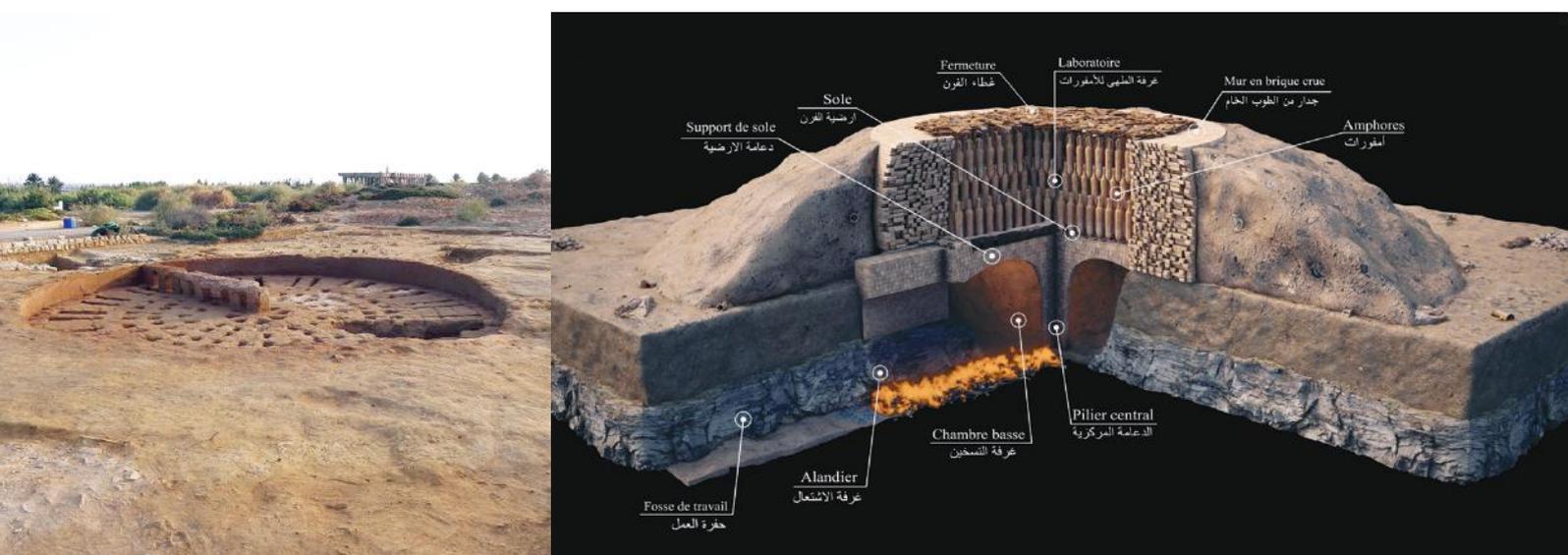


Figure 4 : Atelier amphorique du site d'Akadémia. À gauche : le four occidental. À droite : Restitution 3D d'un four d'amphores © V. Pichot, M. Abdelaziz, Archives CEALex

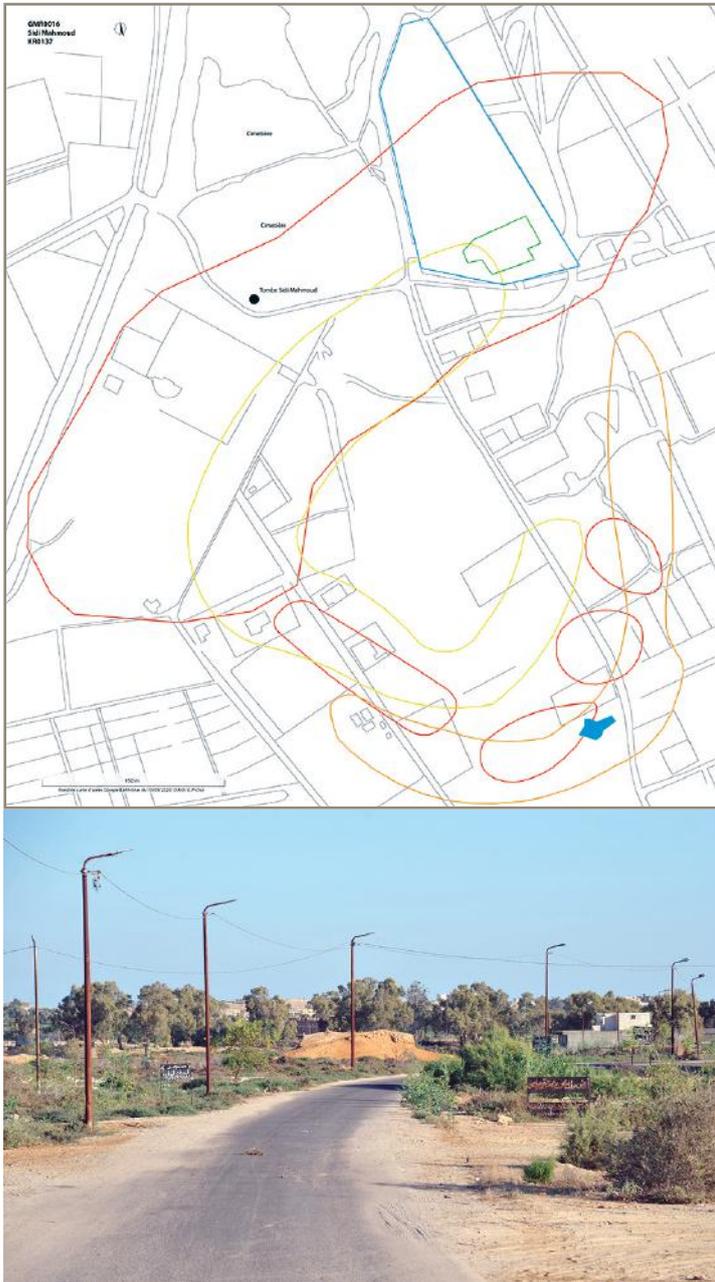


Figure 5 : Karm de Sidi Mahmoud
 En haut : restitution du karm : en bleu (contours), limites actuelles du site ; en vert, fouilles du MoTA en 1982-1983 et mission archéologique de P. Grossmann en 1992 ; en rouge, anomalies (karm) topographiées en 1914 ; en jaune, anomalies (karm) topographiées en 1920 ; en orange, anomalies (karm) topographiées en 1940. En bas : Vue d'un lambeau du talus, seul vestige présent dans le paysage actuel
 © V. Pichot, Archives CEALex

L'examen des cartes a permis également d'identifier un type de structure agricole, très particulier à la Maréotide et permettant la culture en milieu semi-désertique (Figure 5). Plus de 669 karms (en arabe vignoble) ont été ainsi identifiés. Il s'agit d'espaces agricoles bordés par de grands talus, dont les dimensions sont le plus souvent supérieures à 350 mètres en longueur et peuvent aller jusqu'à plus de trois kilomètres de long. On les identifie aujourd'hui grâce à la présence de lambeaux de talus composés de sédiment orangé ou jaune-beige qui tranchent dans le paysage actuel, et sont des segments des talus originels. Ces champs irrigués uniquement par une ressource aquifère, peuvent révéler la présence de puits, de sakihs ainsi que de différents types d'implantation, fermes, pressoir, bâtiments de stockage... L'identification des karms et leur caractérisation ouvrent de nouvelles recherches sur l'étude du parcellaire antique, son environnement et son évolution.

L'ensemble de ces travaux de fouilles et de prospection a permis d'observer combien les variations du niveau du lac sur un cycle annuel avec les effets de la crue du Nil, mais aussi sur des périodes beaucoup plus longues, repérées aussi bien dans les campagnes de carottages géomorphologiques que dans les fouilles, avaient impacté les installations humaines de cette région. La mise en place d'une occupation pérenne initiée par les premiers Ptolémées sur un substrat presque vierge a été déterminante pour assurer le contrôle et la surveillance de cette zone frontalière. Les premières installations occupent ainsi d'abord les points stratégiques qui en verrouillaient les accès, par voie terrestre et lacustre, au début de la partie du bras occidental du Mariout qui, à l'époque, était navigable. Les rives et les îles, avec leurs nombreux promontoires rocheux, ont permis la mise en place rapide d'une occupation durable, sans prendre sur les terres agricoles situées, elles, sur les zones basses à proximité du rivage et à l'arrière de la ride III, et ce dès le début de l'exploitation de la région. La région semble se développer continuellement durant toute la période antique, sans baisse d'activité. Néanmoins, deux ruptures essentielles sont attestées à l'époque romaine. La première, au tout début de la période, est illustrée par l'abandon de Plinthine, juste avant ou au moment de l'essor de Taposiris Magna, et de Kôm Bahig au profit d'un site sur la rive du lac. Ces deux sites d'origine pharaonique disparaissent à la même période, au 1^{er} siècle av. J.-C., remplacés par deux installations d'origine hellénistique, mais qui se développent surtout au Haut-Empire. À la même époque, l'île de Maréa connaît un changement radical dans la structuration de son occupation. La seconde rupture se caractérise par l'abandon des parties basses des rives du lac à la fin de la période romaine et par l'arrêt total de la production d'amphores le long de la rive sud. Elle est à mettre au compte d'une montée brutale des eaux, assez durable pour obliger une partie de la population à migrer. Cette montée, caractérisée par un début très lent, suivi d'une brusque amplification difficilement gérable, invite à penser qu'il s'agit de la réponse environnementale à un forçage anthropique, dû à l'irrigation intensive développée dans l'ensemble de la marge occidentale du Delta dès l'époque hellénistique. Le lac faisant office de réceptacle des eaux d'irrigation de toute la région, mais amputé de sa connexion avec la mer par la présence du canal d'Alexandrie, aurait été saturé et dans l'incapacité d'évacuer le trop plein. Dans le courant du 1^{er} siècle apr. J.-C., la Maréotide voit se développer les communautés monastiques chrétiennes, lieux d'enseignement, de production agricole et artisanale avec de nouveaux ateliers d'amphores et de céramique, mais aussi de commerce. Points de rupture de charge, les monastères étaient des lieux de répartition des produits et de contrôle des routes et ils tenaient une part importante dans l'économie de la région.

La documentation de cette région doit être aujourd'hui faite dans des conditions d'urgence et de sauvetage, faute de quoi cette histoire très riche et en bonne partie méconnue, qui fait écho à l'histoire même d'Alexandrie, sera irrémédiablement perdue.

Pour en savoir plus :

► Nenna M.-D., Pichot V., avec la collab. d'Awad I., Morand N. et Simony A. 2020, *Découvrir la campagne alexandrine*, Alexandrie.

contact&info

► Marie-Dominique Nenna
 CEALEx
 mdn@cea.com.eg

UN CARNET À LA UNE

L'échauguette

Carnet de la Bibliothèque
historique de la Ville de Paris



L'échauguette

Créé à l'été 2020, *L'échauguette* est le carnet de la Bibliothèque historique de la Ville de Paris (BHVP), du nom de la **petite tour d'angle de l'hôtel Lamoignon** où elle se situe. Cette bibliothèque, spécialisée dans l'histoire de Paris et de l'Île-de-France, conserve un important **fond photographique** et une grande variété de collections de documents (**cartes et plans**, **documents éphémères**, **collections théâtrales**, **iconographies**, **manuscrits et archives**, etc.).

Coordonné par Claire Daniélou, responsable du département de l'iconographie, le carnet permet de les valoriser auprès d'un public plus large que les usagers habituels de la bibliothèque. En effet, il propose des guides et des outils de recherche, notamment pour trouver des **renseignements sur un bâtiment parisien**, et met en avant des ensembles documentaires méconnus.

L'échauguette propose, par exemple, de découvrir les **procès-verbaux des délibérations de la Commune de Paris de 1871**. Elle présente les **livres rares et précieux** de la bibliothèque mais, aussi, des documents plus atypiques comme cette **petite figurine**, témoin de la lutte pour le droit de vote des femmes en Grande-Bretagne.

Ce carnet se démarque également par l'inclusion de billets sur l'histoire de la BHVP et de l'**architecture de l'hôtel Lamoignon**, du **xvi^e siècle à nos jours**. Elle va être racontée, par exemple, à travers ses premiers bâtisseurs, **Diane et Charles d'Angoulême** ou encore **via** une chronologie de 1871 à nos jours. *L'échauguette* est donc un carnet dédié à la découverte et à l'exploration des collections conservées par la BHVP et des nombreux services qu'elle propose. Associé au **portail des bibliothèques spécialisées de Paris**, il constitue un moyen idéal de faire entrer la bibliothèque chez soi.



Céline Guilleux

contact&info

► Claire Daniélou
BVHP

► Pour en savoir plus

<https://bhvp.hypotheses.org>

<https://www.openedition.org/32512>

contact&info

► Céline Guilleux

celine.guilleux@openedition.org

OpenEdition

► Pour en savoir plus

<https://www.openedition.org>

la lettre de l'InSHS

- ▶ **Directeur de la publication** François-Joseph Ruggiu
- ▶ **Directrice de la rédaction** Marie Gaille
- ▶ **Responsable éditoriale** Armelle Leclerc armelle.leclerc@cnrs-dir.fr
- ▶ **Conception graphique** Sandrine Clérisse & Bruno Roulet, Secteur de l'imprimé PMA
- ▶ **Graphisme Bandeau** Valérie Pierre, direction de la Communication CNRS
- ▶ **Crédits images Bandeau**
© Photothèque du CNRS / Hervé Théry, Émilie Maj, Caroline Rose, Kaksonen
- ▶ **Pour consulter la lettre en ligne**
www.cnrs.fr/inshs/Lettres-information-INSHS/lettres-informationINSHS.htm
- ▶ **S'abonner / se désabonner**
- ▶ **Pour accéder aux autres actualités de l'InSHS**
www.cnrs.fr/inshs
- ▶ **Retrouvez l'InSHS sur Twitter** @INSHS_CNRS

Institut des sciences humaines et sociales CNRS

• 3 rue Michel-Ange 75794 Paris cedex 16 •

ISSN : 2272-0243